

Publié du 01/04/2025
Au 01/06/2025

ARRETE n°6.1.2025/98
Portant dérogation provisoire à la limitation de tonnage
Sur le chemin de la Bastidasse
Pour les besoins de la société LEA COMPOSITES
Le 03 avril 2025 de 09h00 à 12h00

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les Articles L.2213-1 à L.2213-5 ;
VU le Code de la Route ;
VU le Code de la voirie routière ;
VU l'arrêté n°6.1.2015/35 du 27 février 2015 réglementant la circulation des véhicules d'un tonnage supérieur à 3.5 tonnes dans l'agglomération de la Roquette sur Siagne, modifié par l'arrêté 6.1.2020/254 en date du 10 décembre 2020 et rapportant l'arrêté n°6.1.2015/31 du 19 février 2015 et l'arrêté 6.1.2020/250 interdisant la circulation des véhicules de plus de 3.5T entre le boulevard du 8 mai et le n°409 du boulevard des Floribondas ;
VU la demande de Monsieur LANZA, agissant pour le compte de la SARL ARPISIMO tendant à obtenir une dérogation provisoire de tonnage, pour le compte de l'entreprise LEA COMPOSITES, pour un camion dont le PTAC est 19T ainsi que deux remorques, dans le cadre de la déclaration préalable n° DP 006 10 824 D00 89 au 81 chemin de la Bastidasse ;
CONSIDERANT que pour les besoins il convient d'autoriser une dérogation provisoire de tonnage le 03 avril 2025 afin de permettre à l'entreprise LEA COMPOSITES le passage pour effectuer sa livraison d'une piscine en coque polyester.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le bénéficiaire est autorisé à circuler sur le chemin de la Bastidasse avec un camion dont le PTAC est de 19T (FY-956-TV) ainsi que deux remorques (217-BEG-13 ; FF-699-XP) le jeudi 03 avril 2025 entre 09h00 et 12h00.

ARTICLE 2 : La traversée du Village (RD409) est interdite.

L'entreprise s'engage :

- A supporter les frais de remise en état de la chaussée dans les dépendances des voies ci-dessus et des parties privatives endommagées ;
- A assurer pendant la durée de l'autorisation exceptionnelle une surveillance continue de la chaussée, des dépendances et des parties privatives endommagées de ce même fait ;
- A procéder au nettoyage régulier de la chaussée pendant l'activité ;
- A procéder ou faire procéder dans les plus brefs délais, par une entreprise agréée à toutes les réparations des dégradations apparentes, ou encore sur simple demande des services municipaux.

ARTICLE 3 : Cette autorisation ne vaut pas accord de l'ensemble des propriétaires des voies privées pouvant desservir les chantiers. Le bénéficiaire se doit de faire les démarches nécessaires auprès d'eux.

ARTICLE 4 : Cette autorisation est révoquée à tout moment, si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public, ou de la circulation l'exige (ou si le transporteur ne se conforme pas aux conditions énoncées précédemment).

ARTICLE 5 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

- L'entreprise chargée des livraisons
- M. le Commandant de la Communauté de Brigade de gendarmerie de Mandelieu
- M. le Directeur Général des Services de la ville de la Roquette sur Siagne
- M. le Chef de service de la Police Municipale de la ville de la Roquette sur Siagne
- M. le Responsable du Centre Technique Municipal de la ville de la Roquette sur Siagne

« Le Maire informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NICE dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18, avenue des Fleurs, 06000 NICE, soit par voie électronique à partir de l'application Internet « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures <http://www.telerecours.fr/> »

Fait à la Roquette sur Siagne,
Le 01 avril 2025
Le Maire,
Raymond ALBIS

